

La Chine est un pays impérialiste

(Supplément Web à Partisan Magazine N°26 – Décembre 2025)

Dans les discussions actuelles autour de nous sur Trump, la Palestine, la guerre en Ukraine, on parle beaucoup de l'impérialisme et des risques de nouveau conflit mondial. Et c'est surtout l'impérialisme américain qui est dénoncé, accompagné de ses alliés européens, dont bien sûr Macron.

Parfois, on entend parler de l'impérialisme russe, autour de ses interventions militaires, qu'il s'agisse de Wagner en Afrique ou bien sûr de l'invasion de l'Ukraine.

Mais pour la Chine, c'est bien différent. Elle n'est pas engagée militairement dans un conflit ouvert, même si elle s'arme à grande vitesse et est très présente dans diverses régions de la Mer de Chine. Du coup, beaucoup ne la considèrent pas comme un pays impérialiste, voire peuvent se féliciter du développement des relations économiques avec ce pays qui pourraient les libérer de la domination US ou française, dans la vision d'un monde « multipolaire ».

C'est oublier un peu rapidement que l'impérialisme est **D'ABORD une domination économique monopoliste**, puis politique, sociale, idéologique et bien sûr militaire quand le besoin s'en fait sentir, pour défendre ses zones de domination.

La Chine a pour l'instant fait le choix d'un développement économique mondial accéléré, avec l'objectif avoué de supplanter les USA dans toutes ses chasses gardées et de devenir la première puissance mondiale. C'est l'objet du projet des « Nouvelles Routes de la Soie » (« Belt and Road Initiative »), lancé en 2013, pour favoriser le commerce mondial de la Chine en facilitant les voies de communication. C'est un projet parfaitement impérialiste dans sa définition même, en concurrence avec les USA et l'Europe pour le repartage du monde.

Nous avons publié sur notre site Internet un long document (<https://ocml-vp.org/article2269.html>) du Parti Communiste d'Inde (maoïste) de 2021 qui le démontre amplement au plan théorique.

Alors, sans prétendre être exhaustif, faisons un petit tour très concret de la planète, afin d'ouvrir les yeux de toutes celles et ceux qui ont du mal à regarder cette réalité en face.

Sri Lanka (<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/proprietaire-de-10-de-la dette-de-colombo-la-chine-reaffirme-son-soutien-financier-au-sri-lanka-20240330>)

La Chine a déclaré vendredi 29 mars 2024 qu'elle continuerait à soutenir financièrement le Sri Lanka, avant le terme samedi d'une visite à Pékin de son Premier ministre, venu pour tenter de conclure un accord de restructuration de la dette de Colombo. (...)

La crise économique au Sri Lanka était au programme, la Chine étant propriétaire de 10% de la dette extérieure de Colombo. Les deux parties se sont mises d'accord pour « faire tous les efforts pour la promotion de Port City Colombo (une zone économique spéciale de la capitale sri-lankaise) et du projet de développement de Hambantota (une autre ville sri-lankaise), les transformant en des projets-phares de la co-construction sino-sri-lankaise de »La ceinture et la route », précise le communiqué, en référence à l'initiative chinoise de nouvelles routes de la soie.

Des emprunts massifs auprès de la Chine

Le port méridional d'Hambantota fait partie des grands plans lancés par l'ancien président Mahinda Rajapaksa, au pouvoir jusqu'en 2015. Il a emprunté massivement auprès de la Chine pour des projets que beaucoup estiment à l'origine de la crise économique au Sri Lanka, la plus grave de son histoire. Incapable de rembourser un prêt contracté auprès de la Chine en 2017 pour construire le port d'Hambantota. Le Sri Lanka a fini par le céder pour 99 ans au China Merchants Groups, un conglomérat d'entreprises chinoises qui appartient à l'État, contre 1,12 milliard de dollars. Le Sri Lanka a fait défaut sur sa dette extérieure de 46 milliards de dollars en avril 2022 après avoir épuisé ses réserves de devises étrangères.

Ouzbékistan (<https://www.reseau-bastille.org/2025/09/19/6398>)

Ouzbékistan : saisies de terres agricoles et dépendance croissante vis-à-vis de Pékin

L'Ouzbékistan a connu au cours du premier semestre 2025 une campagne médiatique coordonnée qui a révélé le mécontentement croissant de la population à l'égard de la présence économique de Pékin. L'offensive a été principalement orchestrée par des figures de l'opposition ouzbèke en exil, l'ancien imam Fazliddin Shahobiddin ayant publié depuis la Turquie des vidéos accusatrices sur la « vente de l'Ouzbékistan à la Chine », tandis que la

chaîne YouTube Demokrat Uz diffusait des contenus dénonçant l'« invasion pacifique » chinoise. Bien que le gouvernement ouzbek ait rapidement démenti les accusations les plus spécifiques et qualifié l'ensemble de la campagne de « manipulation contrôlée par des tiers », la répercussion médiatique a mis en évidence des préoccupations réelles qui couvaient depuis longtemps au sein de la population locale. (...)

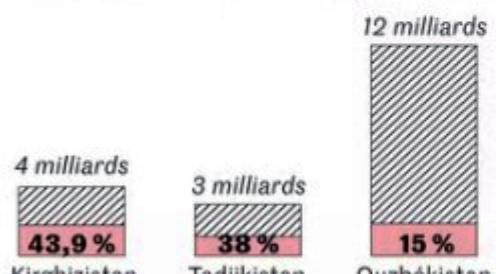


La Chine s'implante en Asie centrale pour protéger son flanc ouest

Un investisseur devenu incontournable

◆ Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

Part du montant remboursé à la Chine au titre du paiement de la dette en 2019, et total des sommes remboursées, en dollars



Infrastructures chinoises et « nouvelles routes de la soie »

La sécurisation de sa région périphérique

■ Région en proie à des velléités indépendantistes, traversée par les « nouvelles routes de la soie » pour tenter de la stabiliser

■ Postes-frontières avec la Chine

Montée du sentiment antichinois

◆ Manifestations antichinoises, parfois violentes, contre l'expansion chinoise, entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 août 2020

L'Asie centrale possède parmi les plus importantes réserves d'hydrocarbures du monde

◆ Gisements gaziers

◆ Gisements pétroliers

■ Principaux gazoducs

■ Principaux oléoducs

— Gazoduc en projet

Les sondages du Central Asia Barometer font état d'une chute de la perception positive de la Chine, qui est passée de 70% en 2017 à 44% en 2023, chute qui coïncide avec l'explosion des investissements chinois après l'ouverture du pays voulue par le président Mirziyoyev en 2016. Des événements concrets ont alimenté les craintes populaires, comme la découverte en 2025 du transfert forcé de plus de 25 000 hectares de terres agricoles à des entreprises chinoises dans les provinces d'Andijan et de Qashqararyo, sans explication officielle et touchant des

centaines d'agriculteurs. La situation s'est aggravée lorsqu'un fonctionnaire local de Samarkand a été enregistré alors qu'il menaçait de « céder les terres aux Chinois » si les agriculteurs n'étaient pas plus productifs, alimentant les soupçons d'un plan systématique d'acquisition territoriale.

(...) La Chine, qui ne reconnaît pas officiellement l'existence de sentiments anti-chinois en Asie centrale, a déjà dû adopter des stratégies de communication plus sophistiquées dans les pays voisins, le Kazakhstan (2019) et le Kirghizistan, où des dizaines de manifestations anti-chinoises ont eu lieu ces dernières années.



Laos (<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2025/09/19/comment-la-chine-redessine-lasie-du-sud-est> 19 septembre 2025)

Le Laos est aujourd'hui peut-être l'exemple le plus flagrant de la capacité de l'influence chinoise à remodeler profondément un pays, au point de compromettre son indépendance effective. En quelques années, le gouvernement de Vientiane a lié son destin économique, logistique et technologique à celui de la Chine, en acceptant un modèle de développement fortement dépendant du crédit et de la présence directe de la République populaire. La rhétorique officielle parle de partenariat stratégique et de modernisation accélérée, mais la réalité quotidienne montre une économie en difficulté, une population appauvrie et une administration de plus en plus perméable aux intérêts extérieurs.

La crise est évidente. Les salaires dans la fonction publique ont été réduits, les retraites sont versées avec retard, les denrées alimentaires subissent des hausses constantes et les ménages ont du mal à faire face aux dépenses de base. La dévaluation du kip, la monnaie nationale, a érodé en quelques années le pouvoir d'achat de la population urbaine et rurale, tandis que l'inflation se maintient à des niveaux élevés. Le pays, qui n'a pas les ressources nécessaires pour faire face à ses dettes, n'a évité le défaut de paiement que grâce à un soutien discret mais constant de la Chine. En échange, il a cédé le contrôle d'infrastructures essentielles, les droits d'exploitation des ressources naturelles et des parts importantes de son espace économique.

L'expansion chinoise ne s'est pas limitée aux chemins de fer et aux centrales électriques. Dans de nombreuses zones urbaines, les activités commerciales et les complexes résidentiels sont aujourd'hui entièrement gérés par des opérateurs chinois, souvent soumis à des réglementations distinctes de celles qui s'appliquent au reste du pays. Le réseau électrique a été transféré à une entreprise chinoise en garantie des prêts reçus. L'accès préférentiel à des zones économiques spéciales, la construction d'infrastructures clés et la diffusion du mandarin comme langue technique dans l'administration publique sont les signes d'un processus qui va bien au-delà de la coopération économique.

Israël (https://www.cadtm.org/Pourquoi-les-BRICS-ne-denoncent-pas-le-genocide-en-cours-a-Gaza#la_chine_realise_t_elle_des_investissements_en_israel)

La Chine est le principal fournisseur commercial d'Israël. La Chine réalise d'importants investissements en Israël. La Chine a exporté vers Israël pour une valeur de 13 milliards de dollars en 2022, de 16 milliards en 2023 et pour 19 milliards de dollars en 2024. La croissance se poursuit en 2025. Le volume pourrait dépasser largement les 20 milliards de dollars si aucune mesure de limitation ou de boycott n'intervient. Les montants indiqués proviennent notamment de <https://tradingeconomics.com/israel/imports/china>, et de l'agence Chine nouvelle Xinhua. On peut lire de source chinoise que pour Israël, en 2023, la Chine était la plus importante source d'importations et ce pour la quatrième année consécutive. Les Etats-Unis viennent en deuxième position. (...)

La Chine a réalisé d'importants investissements dans deux ports israéliens d'une importance stratégique, le port de Haïfa et le Port d'Ashdod, tous deux situés sur la Méditerranée. La société chinoise China Harbor Engineering Company, filiale de China Communications Construction Company, a modernisé et développé le terminal portuaire d'Ashdod. Ce projet a permis de d'augmenter les capacités des installations portuaires et d'améliorer les infrastructures pour répondre à la croissance du commerce international. Le port d'Ashdod est l'un des principaux hubs commerciaux d'Israël. Sa modernisation a renforcé sa position stratégique dans la région, facilitant ainsi les échanges entre la Chine et Israël, notamment dans le cadre de la nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative ou BRI). La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), une autre grande société chinoise, a acquis une part importante du terminal à conteneurs de Haïfa, dans le cadre d'un partenariat avec le gouvernement israélien. Ce projet, tout comme celui d'Ashdod, a permis à Israël d'attirer des investissements dans l'amélioration des infrastructures portuaires. Dans le cas des installations du Port de Haïfa, les investissements chinois se font en partie via une collaboration avec des sociétés indiennes. Au-delà des ports, les entreprises chinoises investissent également dans d'autres secteurs des infrastructures, comme les transports, l'énergie et la haute technologie. Par exemple, des projets dans le domaine des technologies de transport intelligent, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, et des télécommunications sont en cours de développement, avec la participation de grandes entreprises chinoises comme Huawei et ZTE.

Pérou (https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/14/au-perou-xi-jinping-inaugure-un-port-chinois-etape-des-routes-de-la-soie-dans-la-region_6393671_3210.html)

Pékin a investi massivement pour faire de Chancay, au nord de Lima, un des premiers ports d'Amérique latine, à même de raccourcir les routes commerciales entre le sous-continent et la Chine.

Simple port de pêche il y a encore six ans, le site a séduit l'armateur chinois Cosco Shipping Ports, grâce à ses 18 mètres de profondeur qui permettront d'accueillir les plus gros cargos, transportant jusqu'à 18 000 conteneurs à la fois. Installé sur 141 hectares, le port a déjà coûté 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) à un consortium dont Cosco détient 60%, avec l'opérateur minier péruvien Volcan, et pourrait, à terme, représenter un investissement de 3,5 milliards de dollars dans la ville de 60 000 habitants. Il deviendrait alors l'un des premiers ports d'Amérique latine. Et une vitrine pour les « nouvelles routes de la soie », ce vaste projet économico-diplomatique qui donne le cap des investissements chinois à l'étranger, principalement dans les infrastructures. A condition qu'il soit un succès.



Car l'ambitieux projet, qui représente 1,3% du PIB péruvien, a de quoi rappeler certains « éléphants blancs », ces projets trop lourds à porter pour les pays en développement les ayant reçus. Chancay, malgré son coût élevé, devrait éviter cet écueil : « *Il ne s'agissait pas d'un projet politique. Au départ, la demande vient d'entreprises minières, chinoises, et non chinoises, qui avaient déjà des investissements au Pérou. Cela répond à de vrais besoins économiques* », explique Bruno Binetti, chercheur à la London School of Economics, et auteur d'une thèse sur les investissements chinois en Amérique latine.

Le renforcement des liens avec la Chine suscite l'inquiétude de Washington, qui voit son influence décliner en Amérique latine, autrefois considérée comme son « arrière-cour ». La Chine pourrait faire un « *double usage* » du port, a averti la générale Laura Richardson, cheffe sortante du Commandement Sud des Etats-Unis, dans le

Financial Times, le 4 novembre, mettant en garde contre une possible utilisation du port par la marine chinoise. « Il s'agit d'un scénario que nous avons déjà vu se dérouler dans d'autres régions », ajoute-t-elle.

La revue équatorienne Plan V continue (<https://planv.com.ec/historias/chancay-china-y-la-desglobalizacion> - juillet 2024) :

Au Pérou, les investissements chinois se concentrent sur Las Bambas, une mine exploitée par MMG Limited, qui extrait environ 400 000 tonnes de concentré de cuivre par an ; Toromocho, de Chinalco Perú, qui produit environ 300 000 tonnes de concentré de cuivre par an ; Zijin Mining Group a trois projets : Rio Blanco (cuivre), Galeno (polymétaux) et Don Javier (cuivre) ; et Marcona, exploitée par Shougang Hierro Perú, est la seule mine de fer du pays.

Au Pérou, la ligne 2 du métro de Lima, un investissement de plus de 500 millions de dollars ; la route IIRSA Norte, vers l'Équateur, d'un coût d'au moins 1 milliard de dollars ; le projet hydroélectrique Chaglla, un investissement de 1 milliard de dollars, sont pris en charge par des entreprises chinoises. Il en va de même pour le projet solaire Changuillo, le plus grand d'Amérique, avec un investissement de 400 millions de dollars, et le projet éolien Cupisnique, un investissement de 100 millions de dollars. Deux des plus grandes banques chinoises (la Banque industrielle et commerciale de Chine, ICBC, et la Banque chinoise de construction, CBC) ont des bureaux à Lima. Huawei, le géant multinational de la technologie, profite également de l'ouverture péruvienne.

Cette présence chinoise agressive est considérée comme un succès de la politique économique péruvienne, couronnée par l'acquisition des entreprises de distribution d'électricité Luz del Sur et Enel Distribución Perú. La première, qui compte trois millions de clients dans le sud de Lima et à Callao, a été rachetée en 2019 par China Three Gorges Corporation pour 3,6 milliards de dollars. La seconde, qui compte 2,5 millions de clients dans le centre et le nord de Lima, a été rachetée par China Southern Power Grid pour 2,9 milliards de dollars. Le terminal portuaire polyvalent de Chancay ne s'inscrit pas dans cette série d'investissements. Il s'agit d'une installation stratégique qui marquera un tournant dans le commerce international de la côte est du Pacifique avec la zone qui connaîtra la plus forte croissance au XXI^e siècle.

Amérique Latine (<https://planv.com.ec/historias/chancay-china-y-la-desglobalizacion>)

Depuis 2014, la Chine occupe la place autrefois détenue par les États-Unis en tant que principal partenaire commercial du Pérou. Chancay sera une plaque tournante logistique pour la redistribution des marchandises vers la Colombie, l'Équateur, le Chili et le Pérou, ainsi que la porte d'entrée des produits manufacturés du géant asiatique dans cette partie du monde.

Pays de la côte est du Pacifique : intensité des relations économiques avec la République Populaire de Chine

Commerce de marchandises (2022)			
Pays	Exportations : % du total exporté	Importations : % du total importé	Dette en % du PIB, 2024 (valeurs estimées)
Mexique	1,9	19,6	1,0
Colombie	3,8	24,2	3,0
Équateur	27,7	22,0	17,0
Pérou	33,1	26,2	3,0
Chili	37,9	23,1	1,0

Fuente: <https://intracen.org/> | PlanV

#HacemosPeriodismo

Mais on aurait tort d'isoler le projet de Chancay, totalement privé sous contrôle de Cosco, de la politique globale de la Chine à l'égard du continent. Il s'agit d'une nouvelle offensive commerciale (et peut-être militaire) pour prendre le dessus sur le concurrent US et devenir la première puissance économique mondiale.

La dette des quatre pays d'Amérique latine les plus endettés auprès de la Chine est de 126 milliards de dollars. Il s'agit du Venezuela (60 milliards de dollars), du Brésil (31 milliards de dollars), de l'Équateur (18,2 milliards de dollars) et de l'Argentine (17 milliards de dollars).

Et l'on sait que la pratique chinoise répandue partout lorsque les pays ne réussissent pas à rembourser leur dette et de proposer un remboursement en nature : concessions minières, matières premières etc. C'est ce qui s'est passé en Equateur.

Équateur (<https://planv.com.ec/investigacion/ecuador-la-orbita-china>)

L'Équateur dans l'orbite de la Chine (27 décembre 2014 – période du gouvernement Correa)

Dans dix secteurs, une vingtaine d'entreprises chinoises ont conclu d'importants contrats avec le gouvernement équatorien. La Chine progresse dans la réalisation de travaux publics non seulement dans les domaines de

l'hydroélectricité et des mines, mais aussi dans ceux du pétrole, de la santé publique, de l'eau, des routes... Avec de nouvelles promesses d'investissement à hauteur de 7,5 milliards de dollars, l'Équateur accroît sa dépendance vis-à-vis du géant asiatique.

L'Équateur brille de mille feux dans l'orbite chinoise. Le plus grand banquier du monde a accordé à l'Équateur des lignes de crédit pour un montant de près de 12 milliards de dollars, y compris la somme que le président Rafael Correa rapporte de sa visite officielle dans la superpuissance au début du mois de janvier.

Entre 2007 et 2012, la Chine a investi près de 240 milliards de dollars en Amérique latine, et elle annonce aujourd'hui un nouveau programme de 250 milliards de dollars pour les prochaines années à destination de plusieurs pays de la région.

Les grands bénéficiaires de cette « générosité » sont les entreprises chinoises, la technologie chinoise, les capitaux chinois et les gouvernements populistes, qui peuvent ainsi mettre en avant des infrastructures coûteuses, suscitant de nombreuses questions environnementales et sociales, mais utiles à montrer.

En Équateur, 20 entreprises chinoises sont actives grâce à des projets financés par deux banques asiatiques : l'Eximbank et la Banque chinoise de développement. Environ 15 de ces entreprises ont obtenu les plus gros contrats dans 10 secteurs de l'économie, en particulier les secteurs dits stratégiques, qui touchent à des domaines sensibles tels que les télécommunications, l'électricité, le pétrole et l'exploitation minière.

À ces secteurs s'ajoutent des contrats dans les domaines de la sécurité citoyenne, des routes, de la santé publique, de la sécurité routière et de l'eau. Les contrats sont conclus sous forme de lots, c'est-à-dire EPC ou dits « clés en main ». Grâce à ce mode de financement et de passation de marchés, où il n'y a ni appel d'offres ni concours de prix, le pays ne peut pas savoir si le coût des projets est élevé ou conforme aux prix du marché que toute autre entreprise non chinoise proposerait.

(... La totalité de l'article est édifiante et consternante, nous ne pouvons le publier en intégralité... Mais Correa, le « progressiste » a littéralement vendu l'Équateur à la Chine).

La pénétration des entreprises minières chinoises dans des zones protégées a provoqué de nombreuses mobilisations dans les communautés indigènes et des affrontements très violents avec les autorités.



Congo (<https://www.cadtm.org/Contrat-du-siecle-ou-piege-du-siecle-La-RDC-face-a-la-Chine>)

Le 17 septembre 2007, la République Démocratique du Congo (RDC) signait avec un consortium d'entreprises publiques chinoises un accord économique d'une ampleur sans précédent en Afrique. Surnommé le « contrat du

siècle », ce partenariat, impliquant principalement l'EXIM Bank of China, Sinohydro Corporation et la China Railway Engineering Corporation (CREC), repose sur un échange « ressources contre infrastructures ». En effet, en contrepartie du financement et de la construction de routes, d'hôpitaux et de voies ferrées, la Chine obtient un accès privilégié aux richesses minières congolaises, notamment le cuivre et le cobalt, ressources stratégiques indispensables pour son développement industriel.

Le contrat sino-congolais repose sur un échange de type « ressources contre infrastructures », où la Chine finance et construit des infrastructures en échange de l'exploitation de vastes ressources minières congolaises. Ce « contrat du siècle », engage des acteurs majeurs : China Railway Group Ltd. (China Railways) et Sinohydro Corporation, avec un financement assuré par la China Exim Bank. Côté congolais, la Gécamines, entreprise minière publique, joue un rôle clé via la joint-venture Sicomines, majoritairement chinoise (68%), chargée de l'exploitation des gisements stratégiques de Dikuluwe, Mashamba Ouest et Synclinal Dik Colline, entre autres. L'accord initial prévoyait un investissement de 9 milliards de dollars pour la construction de 3.500 km de routes, 3.500 km de chemins de fer, 31 hôpitaux, 145 centres de santé et 5.000 logements, ainsi que pour des investissements miniers.

En échange de ces investissements, la Gécamine, concède plusieurs gisements contenant jusqu'à 10,6 millions de tonnes de cuivre, dont environ 6,8 millions de tonnes de réserves confirmées. En outre, l'accord stipule que la RDC s'engage à livrer 202 000 tonnes de cobalt et 372 tonnes d'or à Sicomines. La RDC a également accordé une exonération totale de taxes, impôts et droits douaniers jusqu'au remboursement des infrastructures.

Le pays renonce à plusieurs milliards de dollars de recettes fiscales et s'endette à des taux élevés, limitant ses marges de manœuvre économiques pour plusieurs décennies.

Ensuite, cet accord, censé incarner une coopération équitable, est marqué par une opacité totale. Contrairement aux annonces officielles, l'accord a été négocié à huis clos, et les conditions de fixation des prix des minerais ne sont pas clairement établies, ouvrant la porte à une évaluation biaisée en faveur des entreprises chinoises et à de la corruption.

Selon les estimations, les gisements généreraient entre 40 et 120 milliards de dollars de recettes, soit bien plus que l'investissement chinois initial de 6,5 milliards de dollars. En d'autres termes, la valeur réelle des minerais extraits dépasse largement le financement des infrastructures, marquant clairement un échange déséquilibré entre la RDC et la Chine.

Angola (<https://www.reseau-bastille.org/2025/09/19/6398> 19 septembre 2025)

Une violente vague de protestations a transformé ce qui semblait au départ être une grève normale des chauffeurs de taxi contre la hausse des prix du carburant en une révolte explicitement anti-chinoise qui a ébranlé les fondements de la coopération sino-angolaise. Le syndicat ANATA avait organisé une manifestation de trois jours contre la décision du gouvernement d'augmenter le prix de l'essence, mais la colère populaire s'est rapidement dirigée contre les symboles les plus visibles de l'influence économique de Pékin dans le pays. Les rues de Luanda et de la province de Malanje sont devenues le théâtre d'une révolte qui a spécifiquement visé les activités commerciales et industrielles gérées par des citoyens chinois, révélant le profond ressentiment accumulé par la population locale à l'égard du géant asiatique.

Plus de quatre-vingt-dix magasins appartenant à des Chinois ont été vandalisés, tandis que plusieurs usines ont dû suspendre immédiatement leur production et fermer leurs portes pour des raisons de sécurité. La violence s'est particulièrement concentrée sur les chaînes de vente au détail. Les images diffusées en ligne montrent des commerçants chinois terrifiés qui se barricadent dans leurs magasins tandis que des foules en colère détruisent les vitrines, pillent les marchandises et saccagent l'intérieur des commerces. La violence a atteint un tel niveau qu'elle a paralysé des zones industrielles entières gérées par des entreprises chinoises, avec des portes fermées et une production complètement arrêtée.

L'escalade de la violence a déclenché un exode sans précédent de la communauté chinoise d'Angola, provoquant la fuite de l'une des plus grandes diasporas de Pékin sur le continent africain. Des milliers de citoyens chinois ont quitté précipitamment le pays, provoquant des scènes de panique à l'aéroport international de Luanda, où les vols vers la Chine étaient complètement complets. La communauté chinoise locale, estimée entre 250 000 et 300 000 personnes, a vécu des heures dramatiques, beaucoup de personnes étant contraintes de se réfugier dans des complexes surveillés ou de fuir par voie terrestre vers les pays voisins. Les ambassades chinoises ont diffusé des avis d'urgence exhortant tous leurs compatriotes à quitter immédiatement le territoire angolais. Le bilan final

d'au moins cinq morts et plus de 1 200 arrestations témoigne de la gravité d'une crise qui a pris complètement au dépourvu la stratégie diplomatique de Pékin en Afrique.

Le modèle chinois de pénétration économique en Angola, construit dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » avec 68,6 milliards de dollars de prêts accordés entre 2000 et 2021, montre toutes ses contradictions structurelles. L'Angola est devenu le principal bénéficiaire africain du projet d'infrastructure chinois, qui a financé la construction de routes, de chemins de fer, d'hôpitaux et du nouvel aéroport international Dr Antonio Agostinho Neto, considéré comme le plus grand aéroport financé par la Chine en dehors de ses frontières nationales. Cependant, ce développement a créé un système économique dualiste où les avantages sont concentrés entre les mains d'une élite restreinte liée aux intérêts chinois, tandis que la grande majorité de la population angolaise reste exclue des bénéfices de la croissance. Le mécanisme de remboursement de la dette par les exportations pétrolières a également créé une dépendance structurelle qui devient insoutenable, d'autant plus que Pékin a réorienté ses importations énergétiques vers la Russie et le Moyen-Orient.

Les incidents qui ont alimenté le ressentiment anti-chinois révèlent un modèle systématique de comportements inacceptables de la part des entreprises de Pékin sur le territoire angolais. En 2024, les autorités locales ont fermé deux usines chinoises pour violation grave des lois nationales : une usine de transformation des métaux qui opérait sans licence et avait pollué une rivière locale, et une usine de plastique qui maintenait 113 employés angolais dans des conditions de travail inhumaines, pratiquement prisonniers à l'intérieur de l'usine. À ces scandales se sont ajoutées les protestations des pêcheurs locaux contre les bateaux de pêche chinois accusés de dévaster les réserves halieutiques locales, et la récente opération gouvernementale qui a conduit à la fermeture de 25 opérations illégales d'extraction de cryptomonnaies gérées par des citoyens chinois, aboutissant à l'expulsion de 60 personnes impliquées dans des activités interdites en raison de leur impact sur le fragile réseau électrique national. Ces incidents ont contribué à consolider l'image de la Chine en tant que puissance extractive et prédatrice plutôt qu'en tant que partenaire capable d'offrir un développement.



Zambie (<https://www.reseau-bastille.org/2025/09/19/6398> 19 septembre 2025)

Une catastrophe environnementale aux proportions catastrophiques a mis en évidence les effets dévastateurs du modèle d'investissement chinois sur le continent. En février, l'effondrement partiel d'un barrage de résidus miniers près de la mine de cuivre appartenant à l'entreprise publique chinoise Sino Metals Leach Zambia, près de la ville de Kitwe, a libéré dans l'environnement environ 1,5 million de tonnes de déchets toxiques chargés de métaux lourds, de cyanure et d'acides concentrés. L'ampleur de la catastrophe, initialement sous-estimée par les autorités, s'est avérée trente fois supérieure aux estimations initiales, avec plus de 900 000 mètres cubes de déchets toxiques qui continuent de contaminer le bassin du fleuve Kafue, artère vitale pour plus de 12 millions de Zambiens qui dépendent de ses eaux pour la pêche, l'agriculture et l'approvisionnement en eau. L'affaire a pris une tournure encore plus grave avec la découverte, quelques jours après le premier accident, d'une deuxième fuite de déchets acides provenant d'une autre mine chinoise dans la ceinture de cuivre zambienne, dont les exploitants avaient tenté de dissimuler l'incident.

Les conséquences juridiques et économiques de la catastrophe prennent des proportions énormes, deux cabinets d'avocats ayant déposé des demandes d'indemnisation pour un montant total de 420 millions de dollars à l'encontre de la société chinoise. La société Drizit Environmental, initialement chargée par Sino Metals d'évaluer l'impact environnemental, a été licenciée après avoir révélé l'ampleur réelle de la catastrophe, tandis que plusieurs ambassades ont déconseillé à leurs ressortissants de se rendre dans la zone contaminée en raison des risques sanitaires graves. Le gouvernement zambien, qui avait initialement tenté de minimiser la menace, a été contraint d'admettre la présence de métaux lourds à des niveaux dangereux dans les échantillons d'eau analysés.



Ainsi va le monde et la pénétration croissante de l'impérialisme chinois... Nous pourrions continuer pendant encore 10 pages, avec d'autres exemples, Madagascar, le Monténégro, la Serbie, la Grèce, la Thaïlande, mais il faut bien s'arrêter un moment...